

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 08/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT (usine de Xeulilly)

Route de Pierreville
54990 Xeulilly

Références : CR/NW/1423_2023
Code AIOT : 0006200725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2023 dans l'établissement VICAT (usine de Xeulilly) implanté 16 Route de Pierreville 54990 Xeulilly. L'inspection a été annoncée le 19/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite aux quatre incidents survenus sur le site entre 2021 et 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT (usine de Xeulilly)
- 16 Route de Pierreville 54990 Xeulilly
- Code AIOT : 0006200725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Vicat exploite, sur le territoire de la commune de Xeulilly, une cimenterie autorisée par l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rapports d'incident
- EDD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident/accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Sans objet
2	Rapport d'incident/accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Sans objet
3	Rapport d'incident/accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rapport d'incident/accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Sans objet
5	Rapport d'incident/accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite il a été constaté que les mesures prévues par l'exploitant suite aux incidents survenus en 2021 ont été mises en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident/accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 23/09/21
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation (...) est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant de l'incident du 23 septembre 2021 (départ de feu au niveau de la ligne DIS : combustibles solides tels que sciures imprégnées, farines animales, mousse de polyuréthane....), l'exploitant déclare avoir apporté des modifications aux dispositifs de lutte contre l'incendie avec la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un système de sprinklage au niveau du tapis du convoyeur capoté à bandes (manutube) destiné à acheminer les DIS vers le four ; • de détecteurs de température au niveau du convoyeur ; • de 2 PIA et d'un RIA dans la zone du convoyeur. <p>Le système de sprinklage, les boîtiers de détection de température, et les PIA/RIA ont été vus lors de l'inspection.</p> <p>La présence d'un extincteur mis en service en octobre 2023 a également été constatée à proximité du convoyeur.</p> <p>La température de détection est fixée à 60°C. L'exploitant n'a pas pu justifier précisément du choix de la température de détection et déclare que les chargements peuvent avoir une température allant jusqu'à 60°C, une température plus élevée révélerait une anomalie.</p> <p>L'exploitant déclare que la révision de la capacité de rétention des eaux incendie calculée sur la base du document D9A, suite à la mise en place des nouveaux moyens de lutte contre l'incendie, est en cours. Elle sera effectuée par le bureau d'étude Cyrus industrie.</p>

L'inspection n'a pas de remarque sur les moyens complémentaires de lutte contre l'incendie mis en place suite à l'incident.
Observations : L'exploitant devra pouvoir justifier du choix de la « température consigne » des détecteurs placés au niveau du convoyeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'incident/accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 30/10/21
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation (...) est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Concernant l'incident du 30 octobre 2021 (incendie au niveau de la tour de granulation), l'exploitant apporte des informations complémentaires relatives aux causes profondes par courriel du 28/08/23 : <ul style="list-style-type: none"> réaction inadaptée de l'équipe en place au moment de la survenue de l'évènement qui était composée de personnel récemment intégré ; information erronée quant à la mesure de la dépression qui a été remontée par la supervision en raison d'une échelle inadaptée de cette dernière. <p>Cet événement a impliqué un arrêt de la production de 8 semaines.</p> <p>Les actions mises en place par l'exploitant pour qu'un tel événement ne survienne à nouveau sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> révision du contenu de la formation des nouveaux opérateurs avec intégration d'un module relatif aux situations critiques ; mise en place d'un contrôle hebdomadaire des températures avec une vérification de toutes les vannes ; réalisation d'exercices mensuels dans différents secteurs (de la détection incendie jusqu'à la mise en eau) ; ajout d'un système de sprinklage dans la trémie « granule » pour être capable d'intervenir à distance avant l'arrivée des pompiers (déclenchement manuel depuis la supervision) ; modification de l'échelle de mesure des dépressions pour être en capacité de constater des valeurs positives et alerter ainsi les opérateurs le cas échéant ; intégration dans le cadre d'une « minute sécurité » d'une sensibilisation sur les étapes à respecter dans le cadre de l'arrêt du four (avec point de vigilance : dépression). <p>Les quatre derniers employés embauchés sont encore en formation, l'exploitant présente à l'inspection le résultat des quizz incendie réalisés dans le cadre de leur formation et indique qu'un</p>

<p>mémoire incendie doit être rédigé dans le cadre d'une nouvelle embauche ou d'un changement de poste.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant présente à l'inspection le document de la minute formation interne relative à la procédure d'arrêt du four en cas d'incident et déclare projeter une modification de la procédure d'arrêt du four afin d'intégrer le point de vigilance relatif aux mesures de la dépression et des actions à mettre en œuvre en fonction des situations.</p> <p>L'exploitant ajoute que le process de fabrication des granules en tant que tel ne génère pas de poussières mais les combustibles de substitution (mousse PU et fines de bois) en génèrent. Dans ce cadre, afin de diminuer la probabilité de survenue d'un incendie, l'exploitant a ajouté un filtre pour limiter l'arrivée de poussières provenant des combustibles susvisés.</p> <p>Le jour de la visite, la mise en place d'un système de sprinklage au niveau la trémie « granule » a pu être constaté.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur les mesures mises en place.</p>
<p>Observations : La procédure d'arrêt du four devra être modifiée afin d'intégrer le REX de l'incident du 30/10/2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rapport d'incident/accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 20/12/21</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation (...) est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Suite à l'incident du 20 décembre 2021 (fuite de COMBSU), l'exploitant projetait de changer la canalisation en acier noir au niveau de la boucle de gavage tous les 20 ans par mesure de prévention (la canalisation concernée par l'incident avait 26 ans).</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant déclare qu'après avoir procédé au remplacement de la canalisation sur la boucle de gavage, il a été constaté une dégradation de cette dernière qui a percé au bout de huit mois d'utilisation malgré le respect des caractéristiques du COMBSU et notamment de son pH.</p> <p>Au moment de l'inspection, cette installation était à l'arrêt.</p> <p>L'exploitant envisage de remplacer la conduite considérée en acier noir par une conduite en inox.</p> <p>D'autre part, dans l'objectif de contenir une éventuelle fuite de COMBSU dans la rétention</p>

<p>associée, l'exploitant a mis en place, au niveau de la pompe, un rideau de lamelles en plastique dont la présence a été constatée le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur les mesures mises en place par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rapport d'incident/accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 17/06/23</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation (...) est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Suite à l'incident du 17 juin 2023 (combustion dans un silo de lignite), l'exploitant déclare que le silo concerné est le silo de lignite de 30 t (60 m³) et que la combustion a été déclenchée par l'auto-échauffement dû aux caractéristiques du lignite. L'inertage au CO₂ du silo a permis d'éviter l'incident. Les pompiers ont été avertis par précaution, se sont rendus sur site mais ne sont pas intervenus.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant déclare qu'il va cesser d'utiliser le lignite et le remplacer par du charbon qui sera stocké directement dans la trémie avant broyage puis stocké dans les silos de 30 t. Le silo de 500 t (1 000 m³) ne sera plus utilisé.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur la gestion de l'incident.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rapport d'incident/accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapports des incidents : actualisation de l'EDD</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation (...) est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie</p>

révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite aux 3 incidents survenus en 2021 et afin de prendre en compte ce REX notamment, une étude des dangers (EDD) actualisée avait été demandée avec pour format celui demandé dans l'avis du 08 février relatif aux réexamens quinquennaux.

L'exploitant a adressé une version « projet » de l'EDD actualisée et les annexes ont été transmises par mail du 09/09/2023.

L'examen de l'EDD fera l'objet d'un rapport distinct. Néanmoins, l'inspection formule les observations suivantes :

- tous les incidents passés n'ont pas été pris en compte ;
- la figure 58 de l'EDD n'intègre pas le silo de stockage de la mousse de polyuréthane ;
- la figure 59 de l'EDD montre que les effets irréversibles (SEI) en cas d'explosion des silos DIS n'atteignent pas le stockage d'O₂ alors que c'était le cas dans l'EDD de 2014 sans qu'aucune modification n'ait été apportée à ces installations ;
- la figure 67 de l'EDD montre des distances d'effets dans le cas de la survenue du phénomène d'explosion de la cuve G2000 similaires à celles identifiées dans l'EDD de 2014 alors que les quantités de G2000 sont passées de 230 m³ à 150 m³.

L'exploitant indique qu'il prendra contact avec le bureau d'études afin de revoir les points susmentionnés et permettre ainsi de disposer d'une EDD à jour.

Le jour de la visite l'exploitant a remis en main propre à l'inspection l'EDD finalisée.

Type de suites proposées : Sans suite